
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi no 91

Bill No. 91

Loi du Collège régional du
Saguenay – Lac Saint-Jean

An Act respecting the Collège régional
du Saguenay – Lac Saint-Jean

Première lecture

First reading

M. HARVEY (Dubuc)

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



Projet de loi no 91

Loi du Collège régional du
Saguenay – Lac Saint-Jean

ATTENDU que le Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean a été institué par lettres patentes du 25 août 1971 et le Collège d'enseignement général et professionnel de Chicoutimi et le Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière, par lettres patentes du 14 juillet 1967 délivrées en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel et qu'il sont régis par cette loi;

Que, pour mieux desservir la population étudiante de la région, il est opportun que ces corporations soient fusionnées en une seule corporation investie des pouvoirs, droits et privilèges d'un collège au sens de cette loi et de pouvoirs spéciaux;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. La présente loi peut être citée sous le titre: « Charte du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean ».

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean »: la corporation constituée par lettres patentes du 25 août 1971 délivrées en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (1966/1967, chapitre 71);

b) « collège de Chicoutimi »: le Collège d'enseignement général et professionnel de

Bill No. 91

An Act respecting the Collège régional
du Saguenay – Lac Saint-Jean

WHEREAS the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean was established by letters patent dated 25 August 1971, and the Collège d'enseignement général et professionnel de Chicoutimi and the Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière, by letters patent dated 14 July 1967, issued under the General and Vocational Colleges Act, and they are governed by such act;

Whereas, the better to serve the student population of the region, it is expedient that such corporations be amalgamated into a single corporation vested with the powers, rights and privileges of a college within the meaning of such act and with special powers;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. This act may be cited as the “Charter of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean”.

2. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) “Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean” means the corporation constituted by letters patent dated 25 August 1971 issued under the General and Vocational Colleges Act (1966/1967, chapter 71);

(b) “collège de Chicoutimi” means the Collège d'enseignement général et profes-

Chicoutimi, corporation constituée par lettres patentes du 14 juillet 1967 délivrées en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel;

(c) « collège de Jonquière »: le Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière, corporation constituée par lettres patentes du 14 juillet 1967 délivrées en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel;

(d) « collège régional »: la corporation constituée par la présente loi;

(e) « collège »: chaque institution d'enseignement du collège régional, visée à l'article 5.

3. Le Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, le collège de Chicoutimi et le collège de Jonquière sont fusionnés en une nouvelle corporation constituée sous le nom de « Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean ».

4. Le collège régional a son siège social à Jonquière.

5. Le collège régional a pour fin de dispenser l'enseignement général et professionnel de niveau collégial au sens des règlements visés à l'article 28 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation (Statuts refondus, 1964, chapitre 234).

A cette fin, le collège régional possède, administre et opère quatre collèges connus sous les noms de « Collège de Chicoutimi du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean », « Collège de Jonquière du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean », « Collège d'Alma du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean » et « Collège de Saint-Félicien du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean ».

6. Les dispositions de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel s'appliquent au collège régional et le régissent, excepté dans les cas où la présente loi contient des dispositions inconciliables.

Dans ladite loi et dans toute autre loi, proclamation et arrêté en conseil, le mot « collège » comprend le « collège régional » et le mot « conseil » signifie « conseil d'administration ».

sionnel de Chicoutimi, a corporation constituted by letters patent dated 14 July 1967 issued under the General and Vocational Colleges Act;

(c) "collège de Jonquière" means the Collège d'enseignement général et professionnel de Jonquière, a corporation constituted by letters patent dated 14 July 1967 issued under the General and Vocational Colleges Act;

(d) "regional college" means the corporation constituted by this act;

(e) "college" means each of the educational institutions of the regional college, contemplated in section 5.

3. The Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the collège de Chicoutimi and the collège de Jonquière are amalgamated into a new corporation constituted under the name of "Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean".

4. The regional college has its corporate seat at Jonquière.

5. The object of the regional college is to provide general and vocational instruction at the college level within the meaning of the regulations contemplated in section 28 of the Superior Council of Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 234).

For such object, the regional college shall own, administer and operate four colleges to be known as the "Collège de Chicoutimi du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean", the "Collège de Jonquière du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean", the "Collège d'Alma du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean" and the "Collège de Saint-Félicien du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean".

6. The General and Vocational Colleges Act applies to the regional college and governs it, except where this act is inconsistent therewith.

In the said act, in any other act, and in any proclamation or order in council, the word "college" includes the "regional college" and the word "board" means the "board of directors".

7. Le collège régional succède aux droits, intérêts, attributions, pouvoirs, privilèges, biens, actifs, titres, créances, actions, passifs, charges et obligations du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquière, et les remplace.

Sans limiter la portée de ce qui précède:

a) dans tout contrat, jugement, ordonnance, convention collective, décret ou autres documents ou instruments quelconques, le nom du collège régional est substitué au nom du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, du collège de Chicoutimi, du collège de Jonquière, avec le même effet que s'il y était originairement apparu;

b) les procédures qui auraient pu être commencées ou qui l'ont été par le Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, le collège de Chicoutimi ou le collège de Jonquière ou contre eux peuvent être valablement commencées ou continuées par le collège régional ou contre lui;

c) nonobstant toute loi, contrat, convention collective, décret ou entente à ce contraire, la succession aux droits et obligations du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquière, s'effectue sans autre formalité et ne constitue aucun défaut aux termes de tout contrat, convention collective, décret ou entente régissant le Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, le collège de Chicoutimi et le collège de Jonquière.

8. Le collège régional doit faire enregistrer suivant les lois d'enregistrement, au bureau de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission des biens résultant de la présente loi et décrivant les immeubles, droits immobiliers ou tout droit concernant les immeubles dont il est saisi.

Nonobstant toute disposition législative générale ou spéciale incompatible, le lieutenant-gouverneur en conseil détermine les droits et les honoraires que doit payer le collège régional pour ces enregistrements.

7. The regional college succeeds to the rights, interests, attributions, powers, privileges, property, assets, titles, debts, shares, liabilities, charges and obligations of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquière, and replaces them.

Without limiting the scope of the foregoing:

(a) in any contract, judgment, order, collective agreement, decree or other document or instrument whatsoever, the name of the regional college shall be substituted for the name of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, of the collège de Chicoutimi, and of the collège de Jonquière, with the same effect as if it had originally appeared therein;

(b) any proceedings which could have been or which have been commenced by the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the collège de Chicoutimi or the collège de Jonquière or against them may be validly commenced or continued by the regional college or against it;

(c) notwithstanding any act, contract, collective agreement, decree or agreement to the contrary, the succession to the rights and obligations of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquière, shall be effected without any other formality and shall not constitute any default under the terms of any contract, collective agreement, decree or agreement governing the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the collège de Chicoutimi or the collège de Jonquière.

8. The regional college shall cause to be registered according to the provisions of law regarding registration, at the office of the district in which the immoveables are situated, a declaration of the transfer of property resulting from this act and describing the immoveables, immoveable rights and all rights respecting immoveables which are conveyed to it.

Notwithstanding any general or special legislative provision inconsistent herewith, the Lieutenant-Governor in Council shall determine the duties and fees which the regional college must pay for such registrations.

9. L'article 8 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **8.** Le collège régional se compose des personnes qui font partie du conseil d'administration et des conseils de gestion. »

10. L'article 9 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **9.** A l'exception des personnes qui siègent d'office au conseil d'administration et aux conseils de gestion, les membres du collège régional ne peuvent être renommés ou réélus consécutivement qu'une seule fois. »

11. L'article 13 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par les suivants:

« **13.** Les droits et les pouvoirs du collège régional sont exercés par un conseil d'administration et par des conseils de gestion suivant leur juridiction respective. Il y a un conseil de gestion pour chaque collège opéré par le collège régional.

« **13a.** Le conseil d'administration se compose des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

a) cinq personnes dont une représentant chaque territoire principalement desservi par les quatre collèges du collège régional, nommées pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des institutions d'enseignement post-secondaires et supérieures et des groupes sociaux économiques du territoire desservi par le collège régional, les commissions scolaires régionales ou, à défaut, les commissions scolaires locales de chaque territoire;

b) quatre professeurs, dont un désigné par et parmi les professeurs de chaque collège du collège régional, nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil;

c) quatre parents d'étudiants, dont un désigné par et parmi les membres de l'as-

9. Section 8 of the General and Vocational Colleges Act is replaced, for the regional college, by the following:

“ **8.** The regional college shall be composed of the persons who are members of the board of directors and of the councils of management.”

10. Section 9 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **9.** With the exception of the persons sitting *ex officio* on the board of directors or on the councils of management, the members of the regional college shall not be reappointed or reelected consecutively more than once.”

11. Section 13 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **13.** The rights and powers of the regional college shall be exercised by a board of directors and by councils of management according to their respective jurisdictions. There shall be a council of management for each college operated by the regional college.

“ **13a.** The board of directors shall be composed of the following persons who shall become members thereof as and when they are appointed:

(a) five persons, including one representing the territory principally served by each of the four colleges of the regional college, appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the institutions of post-secondary and higher education and the socio-economic groups in the territory served by the regional college, the regional school boards or, failing such, the local school boards of each territory;

(b) four professors, including one designated by and among the professors of each college of the regional college, appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council;

(c) four parents of students, including one designated by and among the members

semblée des parents de chaque collège du collège régional, nommés pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil;

d) quatre étudiants, dont un désigné par et parmi les étudiants de chaque collège du collège régional, nommés pour un an par le lieutenant-gouverneur en conseil;

e) trois personnes nommées pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil et désignées par la majorité des personnes qui composent le conseil d'administration;

f) le directeur général régional ou son remplaçant.

Parmi les quatre premiers professeurs nommés en vertu du paragraphe *b*, un est nommé pour un an, et un est nommé pour deux ans.

Parmi les quatre premières personnes nommées en vertu du paragraphe *c*, deux sont nommés pour un an.

« **13b.** Le conseil de gestion pour chaque collège du collège régional se compose des personnes suivantes qui en font partie au fur et à mesure de leur nomination:

a) trois professeurs désignés par et parmi les professeurs du collège et nommés pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil;

b) trois parents d'étudiants du collège désignés par et parmi l'assemblée des parents du collège et nommés pour deux ans par le lieutenant-gouverneur en conseil;

c) deux étudiants désignés par et parmi les étudiants du collège et nommés pour un an par le lieutenant-gouverneur en conseil;

d) quatre personnes nommées pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil après consultation des institutions d'enseignement post-secondaires et supérieures des groupes sociaux économiques du territoire principalement desservi par le collège, des commissions scolaires régionales ou, à défaut, des commissions scolaires locales du territoire principalement desservi par le collège;

e) une personne nommée pour trois ans par le lieutenant-gouverneur en conseil et

of the assembly of parents of each college of the regional college, appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council;

(d) four students, including one designated by and among the students of each college of the regional college, appointed for one year by the Lieutenant-Governor in Council;

(e) three persons appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council and designated by the majority of the persons who compose the board of directors;

(f) the regional principal or his substitute.

Among the four professors appointed under subparagraph *b*, one shall be appointed for one year, and one shall be appointed for two years.

Among the first four persons appointed under subparagraph *c*, two shall be appointed for one year.

“ **13b.** The council of management for each college of the regional college shall be composed of the following persons who shall become members thereof as and when they are appointed:

(a) three professors designated by and among the professors of the college and appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council;

(b) three parents of students of the college designated by and among the assembly of parents of the college and appointed for two years by the Lieutenant-Governor in Council;

(c) two students designated by and among the students of the college and appointed for one year by the Lieutenant-Governor in Council;

(d) four persons appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council after consultation with the institutions of post-secondary and higher education and the socio-economic groups of the territory served by the college, the regional school boards or, failing such, the local school boards of the territory principally served by the college;

(e) one person appointed for three years by the Lieutenant-Governor in Council and

désignée par la majorité des personnes qui composent le conseil de gestion;

f) le directeur général du collège;

g) le directeur des services pédagogiques du collège.

« **13c.** Une personne peut être membre à la fois du conseil d'administration et d'un conseil de gestion.

« **13d.** Le conseil d'administration possède de tous les pouvoirs du collège régional, à l'exception de ceux attribués aux conseils de gestion selon l'article 13e.

Dans tous les cas où, de l'avis de la majorité des conseils de gestion, le conseil d'administration s'exécute mal de ses fonctions, le lieutenant-gouverneur en conseil peut ordonner que les pouvoirs du conseil d'administration soient suspendus pour la période qu'il détermine et nommer un administrateur qui en exerce les pouvoirs.

« **13e.** Sous la surveillance et la coordination du conseil d'administration, le conseil de gestion de chaque collège:

a) est chargé de l'application des politiques générales du collège régional au sein du collège;

b) est responsable de l'organisation et de l'administration de l'enseignement au sein du collège, suivant les dispositions du régime pédagogique du ministère tel que modifié ou remplacé de temps à autre; il collabore à titre consultatif à la planification des enseignements du collège régional;

c) est responsable de l'organisation et de l'administration des services aux étudiants au sein du collège;

d) est chargé de l'administration de son budget selon les politiques élaborées par le conseil d'administration après consultation des conseils de gestion;

e) est chargée de l'engagement du personnel requis pour les besoins du collège et de la mise à pied de ce personnel conformément aux règles et dispositions régissant le collège régional; il est en outre chargé de l'application, pour le personnel du collège, des conventions collectives, décrets et ententes auxquels le collège régional est assujéti;

designated by the majority of the persons composing the council of management;

(f) the principal of the college;

(g) the academic dean of the college.

“ **13c.** A person may, at the same time, be a member of the board of directors and of a council of management.

“ **13d.** The board of directors has all the powers of the regional college, with the exception of those assigned to the councils of management by virtue of section 13e.

In all cases where, in the opinion of the majority of the councils of management, the board of directors is mismanaging its affairs, the Lieutenant-Governor in Council may order the powers of the board of directors suspended for such period as he shall determine, and appoint an administrator to exercise its powers.

“ **13e.** Under the supervision and coordination of the board of directors, the council of management of each college:

(a) is charged with applying the general policies of the regional college within the college;

(b) is responsible for the organization and administration of instruction within the college, according to the academic system laid down by the department, as amended or replaced from time to time; it shall cooperate in an advisory capacity in planning the courses of instruction to be offered by the regional college;

(c) is responsible for the organization and administration of services to students within the college;

(d) is charged with the administration of its budget in accordance with the policies formulated by the board of directors after consultation with the councils of management;

(e) is charged with the engagement of the staff required for the needs of the college and the dismissal of such staff in accordance with the rules and provisions governing the regional college; it is charged in addition with the application, regarding the staff of the college, of the collective agreements, decrees and agreements governing the regional college;

f) prépare son budget qu'il soumet au conseil d'administration et participe à la défense des demandes budgétaires du collège régional auprès du ministère;

g) fait rapport annuellement de son administration au conseil d'administration et aussi à chaque fois que ce dernier en fait la demande;

h) adopte, sous réserve des dispositions de la présente loi, de la charte du collège régional et des règlements adoptés en vertu de l'article 18, ses propres règles de régie interne qui ne prennent effet qu'à compter de leur approbation par le ministre.

Sauf pour le personnel, le conseil de gestion ne peut contracter pour et au nom du collège régional ni engager sa responsabilité.

Dans tous les cas où, de l'avis du conseil d'administration, un conseil de gestion s'exécute mal de ses fonctions, le ministre peut ordonner que les pouvoirs de ce conseil de gestion soient suspendus pour la période qu'il détermine et confiés au conseil d'administration.

« **13f.** Les règlements du collège régional peuvent prévoir la présence et la participation, sans droit de vote, de toute personne au sein du conseil d'administration ou des conseils de gestion. »

12. L'article 14 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **14.** Le président du conseil d'administration et les présidents des conseils de gestion sont désignés pour la durée et selon les dispositions prévues dans les règlements du collège régional. Les étudiants, les membres du personnel et les professeurs ne sont pas éligibles à ces fonctions. »

13. L'article 15 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **15.** Le conseil d'administration et les conseils de gestion se réunissent aux époques fixées par les règlements, mais au moins une fois tous les trois mois. »

(f) shall prepare its budget and submit it to the board of directors, and shall lend its support to the budget submissions of the regional college to the Department;

(g) shall make a report of its administration to the board of directors annually, and also on any request by the board;

(h) shall, subject to this act, the charter of the regional college and the regulations made under section 18, make its own rules of internal management, which shall become effective only on approval by the Minister.

Except with regard to the staff, the council of management shall not contract for or in the name of the regional college nor assume any liability on its behalf.

In all cases where, in the opinion of the board of directors, a council of management is mismanaging its affairs, the Minister may order the powers of that council of management suspended for such period as he shall determine, and entrusted to the board of directors.

“ **13f.** The by-laws of the regional college may provide that any person may attend and intervene in the proceedings of the board of directors or of the councils of management, but without the right to vote.”

12. Section 14 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **14.** The chairman of the board of directors, as well as the chairman of each council of management, shall be designated for the term and according to the conditions provided in the by-laws of the regional college. Students, members of the staff and professors are not eligible to such offices.”

13. Section 15 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **15.** The board of directors and the councils of management shall meet at such intervals as are fixed by the by-laws, but at least once every three months.”

14. L'article 16 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **16.** L'administration courante du collège régional relève d'un comité exécutif qui exerce en outre les pouvoirs qui lui sont conférés par règlement du collège régional. Cependant, la présentation d'une requête en vue de faire reconnaître le collège régional comme institution catholique ou protestante conformément à l'article 22 de la Loi du Conseil supérieur de l'éducation est du ressort exclusif du conseil d'administration.

Le conseil d'administration élit parmi ses membres ceux qui font partie du comité exécutif.

Le directeur général régional préside le comité exécutif dont il est membre d'office. »

15. L'article 17 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **17.** Le conseil de gestion de chaque collège établit une commission pédagogique dont la fonction principale est de l'aviser sur l'organisation et le développement de l'enseignement et sur les nominations aux fonctions de direction pédagogique.

Les membres de cette commission sont nommés par le conseil de gestion, mais au moins trois doivent être choisis parmi les personnes désignées par les professeurs du collège.

Le directeur des services pédagogiques est membre d'office de la commission pédagogique. »

16. L'article 19 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **19.** Le collège régional peut, sous réserve des dispositions de la présente loi, de sa charte et des règlements généraux adoptés en vertu de l'article 18, et après consultation des conseils de gestion, faire des règlements concernant:

- a) sa régie interne;
- b) la nomination, les fonctions et les pouvoirs des membres de son personnel;

14. Section 16 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **16.** The ordinary administration of the regional college shall be under the jurisdiction of an executive committee which shall also exercise such other powers as are assigned to it by by-law of the regional college. However the presentation of a request to have the regional college recognized as a Catholic or Protestant institution in accordance with section 22 of the Superior Council of Education Act shall be within the exclusive competence of the board of directors.

The board shall elect from among the directors the members of the executive committee.

The regional principal shall preside over the executive committee of which he shall be a member *ex officio*.”

15. Section 17 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **17.** The council of management of each college shall establish an academic council whose principal function shall be to advise it as to the organization and development of instruction and as to the appointments to positions in academic departments.

The members of such council shall be appointed by the council of management, but at least three shall be selected from among the persons designated by the professors of the college.

The academic dean shall be *ex officio* a member of the academic council.”

16. Section 19 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **19.** The regional college may, subject to this act, its charter and the general regulations made under section 18, and after consultation with the councils of management, make by-laws respecting:

- (a) its internal administration;
- (b) the appointment, functions and powers of its staff;

c) la gestion de ses biens;
d) la composition du comité exécutif, la durée du mandat de ses membres et l'étendue de ses pouvoirs;

e) la poursuite de ses fins.

Ces règlements n'ont effet qu'à compter de leur approbation par le ministre. »

17. L'article 20 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **20.** Le conseil d'administration, après avoir pris l'avis des conseils de gestion et des commissions pédagogiques, nomme un directeur général régional du collège régional pour une période qui ne peut excéder trois ans. Le directeur général régional veille à l'exécution des décisions du conseil d'administration et du comité exécutif. Le mandat du directeur général régional peut être renouvelé, suivant les mêmes formalités de consultation.

Le conseil de gestion de chaque collège, après avoir pris l'avis de la commission pédagogique, nomme un directeur général et un directeur des services pédagogiques pour une période qui ne peut excéder trois ans.

Le conseil de gestion de chaque collège peut renouveler le mandat du directeur général et du directeur des services pédagogiques après avoir pris l'avis de la commission pédagogique.

Le directeur général du collège veille à l'exécution des décisions du conseil de gestion, de qui il relève.

Sous l'autorité du directeur général du collège, le directeur des services pédagogiques s'occupe des questions d'ordre pédagogique; il exerce les fonctions et les pouvoirs du directeur général du collège, en cas d'absence ou incapacité d'agir de ce dernier. »

18. L'article 21 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **21.** Toute vacance au sein du conseil d'administration, du comité exécutif, des conseils de gestion ou des commissions pédagogiques est comblée en suivant le mode de nomination prescrit pour la nomination du membre à remplacer. »

(c) the management of its property;
(d) the composition of the executive committee, the term of office of the members thereof and the extent of its powers;
(e) the pursuit of its objects.

Such by-laws shall not have effect until approved by the Minister."

17. Section 20 of the said act is replaced for the regional college by the following:

"**20.** The board of directors, after consultation with the councils of management and the academic councils, shall appoint a regional principal to the regional college for a period not exceeding three years. The regional principal shall see to the carrying out of the decisions of the board of directors and of the executive committee. The term of office of the regional principal may be renewed, following the same formalities of consultation.

The council of management of each college, after consultation with the academic council, shall appoint a principal and an academic dean for a period not exceeding three years.

The council of management of each college may renew the term of office of the principal and of the academic dean after consultation with the academic council.

The principal of the college shall see to the carrying out of the decisions of the council of management with which he holds his appointment.

Under the authority of the principal of the college, the academic dean shall deal with matters of an academic nature; he shall exercise the duties and powers of the principal of the college, in the case of the absence or inability to act of the latter."

18. Section 21 of the said act is replaced for the regional college by the following:

"**21.** Any vacancy on the board of directors, the executive committee, a council of management or an academic council shall be filled in the manner prescribed for the appointment of the member to be replaced."

19. L'article 29 de ladite loi est remplacé, pour le collège régional, par le suivant:

« **29.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la requête du conseil d'administration du collège régional et sur la recommandation du ministre, peut annuler la charte du collège régional.

Un avis d'annulation est publié dans la *Gazette officielle du Québec*; le soixantième jour suivant la publication de cet avis, le collège régional est dissous et le gouvernement ou l'institution d'enseignement désignée dans l'avis devient, sans autre formalité et nonobstant toute loi ou contrat à ce contraire, propriétaire de tous les biens, droits et actifs du collège régional et tenu de toutes les dettes, obligations, passifs et charges du collège régional.

Les droits des créanciers sur les biens du collège régional de même que les charges sur ces biens ne sont pas affectés par la dissolution et la dissolution ne constitue pas un défaut au sens ou en vertu de tous contrats conclus par le collège régional.

Le ministre ou l'institution d'enseignement désignée dans l'avis fait enregistrer suivant les lois d'enregistrement au bureau de la situation des immeubles, une déclaration faisant connaître la transmission d'immeubles résultant du présent article. »

20. Les personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont membres du conseil du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean deviennent membres du conseil d'administration du collège régional et le demeurent jusqu'à la nomination des premiers membres du conseil d'administration du collège régional, conformément aux dispositions de la présente loi.

Les personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont membres nommés du conseil du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquièrre deviennent membres du conseil de gestion de leur collège respectif et le demeurent jusqu'à la nomination des premiers membres de leur conseil de gestion, conformément aux dispositions de la présente loi.

19. Section 29 of the said act is replaced for the regional college by the following:

“ **29.** The Lieutenant-Governor in Council, on the petition of the board of directors of the regional college and on the recommendation of the Minister, may revoke the charter of the regional college.

A notice of revocation shall be published in the *Gazette officielle du Québec*; on the sixtieth day following the publication of such notice, the regional college shall be dissolved and the government or the educational institution designated in the notice shall become, without any other formality and notwithstanding any act or contract to the contrary, the owner of all the property, rights and assets of the regional college, and bound by all the debts, obligations, liabilities and charges of the regional college.

The rights of creditors concerning the property of the regional college and the charges on such property shall not be affected by the dissolution, and the dissolution shall not constitute a default within the meaning of, or under, any contract entered into by the regional college.

The Minister or the educational institution designated in the notice shall cause to be registered in accordance with the provisions of law regarding registration, at the office of the district in which the immovables are situated, a declaration of the transfer of immovables resulting from this section.”

20. The persons who, on the date of the coming into force of this act, are members of the board of the Collège régional du Saguenay-Lac Saint-Jean shall become members of the board of directors of the regional college and shall so remain until the appointment of the first members to the board of directors of the regional college in accordance with this act.

The persons who, on the date of the coming into force of this act, are appointed members of the board of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquièrre shall become members of the councils of management of their respective colleges and shall so remain until the appointment of the first members to their councils of management in accordance with this act.

Les personnes qui, à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, sont membres du comité de gestion du campus d'Alma et du campus de Saint-Félicien deviennent membres du conseil de gestion de leur collège respectif et le demeurent jusqu'à la nomination des premiers membres de leur conseil de gestion, conformément aux dispositions de la présente loi.

Le président du conseil du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, le directeur général du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, les présidents du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquière et les présidents du comité de gestion du campus d'Alma et de Saint-Félicien, les directeurs généraux du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquière et les directeurs des campus d'Alma et de Saint-Félicien, les directeurs des services pédagogiques du collège de Chicoutimi et du collège de Jonquière et les adjoints des directeurs des campus d'Alma et de Saint-Félicien (services de l'enseignement) en fonction à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi conservent leur poste jusqu'à l'expiration de leur mandat, démission, remplacement ou destitution mais ont les attributions, devoirs et responsabilités conférés par la présente loi ou par les règlements adoptés en vertu de la présente loi. Les personnes deviennent respectivement désignées comme suit:

- le président du conseil d'administration;
- le directeur général régional du collège régional;
- les présidents des conseils de gestion des collèges de Chicoutimi, de Jonquière, d'Alma et de Saint-Félicien du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean;
- les directeurs généraux des collèges de Chicoutimi, de Jonquière, d'Alma et de Saint-Félicien du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean;
- les directeurs des services pédagogiques des collèges de Chicoutimi, de Jonquière, d'Alma et de Saint-Félicien du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean.

The persons who, on the date of the coming into force of this act, are members of the management committee of the campus d'Alma and of the campus de Saint-Félicien shall become members of the council of management of their respective colleges and shall so remain until the appointment of the first members to their councils of management in accordance with the provisions of this act.

The chairman of the board of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the principal of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the chairmen of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquière and the chairmen of the management committee of the campus d'Alma and of the campus de Saint-Félicien, the principals of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquière and the principals of the campus d'Alma and of the campus de Saint-Félicien, the academic deans of the collège de Chicoutimi and of the collège de Jonquière and the assistant principals of the campus d'Alma and of the campus de Saint-Félicien (educational services) in office on the date of the coming into force of this act shall remain in office until the expiry of their terms or until they resign or are replaced or dismissed, but shall have the powers, duties and responsibilities assigned by this act or the by-laws made under this act. Such persons, respectively, shall be designated as follows:

- the chairman of the board of directors;
- the regional principal of the regional college;
- the chairman of the council of management of the Collège de Chicoutimi, the Collège de Jonquière, the Collège d'Alma and the Collège de Saint-Félicien, du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean;
- the principals of the Collège de Chicoutimi, the Collège de Jonquière, the Collège d'Alma and the Collège de Saint-Félicien, du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean;
- the academic deans of the Collège de Chicoutimi, the Collège de Jonquière, the Collège d'Alma and the Collège de Saint-Félicien, du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean.

21. Les règlements du Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean non incompatibles avec les dispositions de la présente loi deviennent les règlements du collège régional jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, abrogés ou remplacés.

22. Les lettres patentes instituant le Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, le collège de Chicoutimi et le collège de Jonquière et délivrées en vertu de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel sont annulées.

23. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

21. The by-laws of the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean not inconsistent with this act shall become the by-laws of the regional college until they are amended, repealed or replaced.

22. The letters patent establishing the Collège régional du Saguenay – Lac Saint-Jean, the collège de Chicoutimi and the collège de Jonquière, issued under the General and Vocational Colleges Act, are revoked.

23. This act shall come into force on the day of its sanction.

